

Convention collective départementale

BÂTIMENT

IDCC : 2033. – **OUVRIERS**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(Isère)
(17 septembre 1998)

(Étendue par arrêté du 26 janvier 1999,
Journal officiel du 6 février 1999)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 6 NOVEMBRE 2017
RELATIF À LA FIXATION DE L'INDEMNITÉ DE REPAS DE NUIT
ET AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

NOR : ASET1850017M
IDCC : 2033

Entre
FBTP38
CAPEB38

D'une part, et

BC CFDT Isère
FO BTP Auvergne RA

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit à compter du 1^{er} janvier 2018,

Article 1^{er}

Indemnité de repas de nuit

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 11,60 €.

Article 2

*Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.4.1
de la convention collective des ouvriers du bâtiment de l'Isère du 17 septembre 1998*

L'indemnité de repas est portée à 9,70 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,98 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,97 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 5,83 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 9,53 € ;

- zone 4 (30 à 40 km) : 13,21 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 16,65 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,61 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,76 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,39 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 5,24 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 7,08 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,83 €.

Article 3

Force obligatoire du présent protocole

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissements ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail de Paris conformément aux dispositions des articles L. 2231-6, D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Les partenaires sociaux en demandent l'application au plus tôt.

Fait à Grenoble, le 6 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)